

INTERNATIONAL • YÉMEN

Yémen : pourquoi la France fait pression pour le redémarrage du site gazier de Total

L'Etat a soutenu le projet d'usine de liquéfaction de gaz Yemen LNG par des garanties de crédit à hauteur de 216 millions d'euros.

Par Louis Imbert et Nabil Wakim • Publié aujourd'hui à 11h22, mis à jour à 11h56

Article réservé aux abonnés



Le terminal gazier de Yemen LNG, à Balhaf, au sud-est du pays, en juin 2010, quelques mois après sa mise en service. MOHAMMED HUWAIS / AFP

Les pressions se multiplient depuis plusieurs mois pour que Total relance son usine de liquéfaction de gaz Yemen LNG, et verse à l'Etat yéménite les taxes qui lui manquent tant depuis la mise à l'arrêt du site, au printemps 2015, dès le début de la guerre.

Riyad et Abou Dhabi, qui mènent une guerre contre la rébellion houthiste, tout en tenant l'économie du pays sous perfusion, pressent le groupe français en ce sens ; Washington et Paris, soutiens des monarchies du Golfe, font de même. Le gouvernement yéménite n'est pas en reste, tout comme les rebelles, maîtres de la capitale, Sanaa, qui y font placarder des affiches demandant la relance des exportations de gaz. Mais l'usine ne redémarre pas.

Lire aussi | [Un site de Total utilisé comme prison au Yémen](#)

La diplomatie française, en particulier, pousse depuis plusieurs mois à une réouverture rapide du site. Officiellement pour permettre au Yémen de retrouver un équilibre économique. « *C'est un élément-clé pour le redémarrage du pays* », note un bon connaisseur du dossier. « *Le jour où l'usine repart, cela veut dire que le Yémen est dans une bien meilleure situation qu'aujourd'hui.* » Chez Total, on estime cependant que le niveau de violence dans le pays rend un tel projet encore bien trop risqué. « *On nous dit : redémarrez, ce sera sûr. Mais nous ne relancerons l'activité que quand la sécurité sera effectivement*

assurée. C'est un dialogue qui peut durer longtemps. »

Un projet de 4,3 milliards d'euros

Lorsqu'il tournait, le site représentait autour de 45 % des recettes fiscales du Yémen. Au lancement du projet, en 2009, l'objectif était de doter le pays d'une infrastructure importante pour exporter son gaz au niveau international. Yemen LNG, un projet de 4,8 milliards de dollars (4,3 milliards d'euros), est le point d'arrivée du gaz produit dans le champ de Marib par la compagnie nationale yéménite Safer, selon un contrat conclu pour vingt ans avec Total, qui opère l'usine.

Lire aussi | Yémen : gouvernement et séparatistes signent un accord de partage du pouvoir dans le Sud

Le gaz est ensuite liquéfié sur le site : il est refroidi à -163 degrés pour être transporté par bateau, particulièrement en Corée du Sud et au Japon. Le consortium Yemen LNG est dirigé par Total, qui en détient 39,6 %, aux côtés d'acteurs coréens et yéménites.

S'il reprenait la production, le groupe serait par ailleurs bien en peine de savoir à qui verser les taxes dues aux autorités, tant la situation dans le pays est complexe.

Paris cependant, en coulisses, entend limiter l'exposition financière de la France, qui a garanti des prêts liés au projet. Si Yemen LNG était dans l'impossibilité de redémarrer, le consortium pourrait faire défaut et l'Etat français devrait alors régler une partie de la facture. Interrogée par *Le Monde*, la direction du Trésor reconnaît que le sujet est épineux mais souligne que des renégociations de dettes peuvent encore avoir lieu.